

Penser la mondialisation : une exigence intellectuelle /
Seniguer Haoues. — Extrait de : Annales de philosophie
et des sciences humaines. — N° 18 (2004), pp. 101-108.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des
sciences humaines. — Bibliogr.

Notes au bas des pages.

I. Mondialisme. II. Culture et mondialisation.

PER L1044 / FP164179P

PENSER LA MONDIALISATION : UNE EXIGENCE INTELLECTUELLE

Monsieur Seniguer Haoues

Université Pierre-Mendès-France - Grenoble 2

« Ce que je défends avant tout, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique, et critique d'abord, de la doxa intellectuelle que secrètent les doxosophes. Il n'y a pas de véritable démocratie sans véritable contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur ».

Pierre Bourdieu, Contre- feux, raisons d'agir, 1998, Paris.

« Il n'y a de pensée que dans un homme libre ; dans un homme qui n'a rien promis, qui se retire, qui se fait solitaire, qui ne s'occupe point de plaire ni de déplaire. L'exécutant n'est point libre ; le chef n'est point libre. Cette folle entreprise de l'union les occupe tous les deux. Laisser ce qui divise, choisir ce qui rassemble, ce n'est point penser. Ou plutôt c'est penser à s'unir et à rester unis ; ce n'est rien penser d'autre ».

Emile Chartier dit Alain, philosophe français.

D'abord et avant toute autre chose, l'on peut d'emblée naturellement se poser la question de savoir ce qu'il convient au juste d'entendre par « *Destin de la pensée* », expression dont peut apparemment se dégager deux idées majeures de tout premier ordre : d'une part, elle semble vouloir suggérer que la Pensée-que l'on tâchera instamment de définir-est comme menacée, mise en péril par ladite mondialisation et de l'autre, elle sous-tend également et du reste avec tout autant d'insistance la question suivante : quel type de pensée dominante la mondialisation nous réserve-t-elle pour demain ?

À ce propos, une interrogation centrale doit justement guider et orienter toute notre réflexion. Quel est le rôle dévolu à la Pensée en tant que pouvoir critique de l'esprit humain à une époque marquée par une mondialisation galopante auquel nul pays ne semble pouvoir résister malgré parfois, les crispations et tentatives de replis communautaristes¹. Autrement dit, y a-t-il décidément du sens à continuer à croire, peut-être illusoirement, que la raison critique (du philosophe, du sociologue, ou plus généralement de l'intellectuel) a encore du poids, une incidence possible sur le déroulement des événements, une influence proprement décisive sur les décisions prises, alors même que la mondialisation tend à vouloir reléguer au second plan la diversité (surtout dans la manière de voir) en proposant à notre insu un modèle unique de société destiné à rallier tous les suffrages ; c'est-à-dire que l'on ne tiendrait sinon d'aucune façon, du moins pas assez compte des attentes, des espérances et des revendications des citoyens ou membres² de la société civile condamnés en quelque sorte à y participer *volens nolens*.

C'est pourquoi, il impère à cet égard d'interroger suffisamment les enjeux propres à la mondialisation pour précisément bien en mesurer l'ampleur et ainsi mieux comprendre ensuite ses effets, ses manifestations et de la sorte

1. Je songe en particulier aux pays à forte tradition islamique, notamment les pétromonarchies, pour ne prendre que cet exemple, nécessairement amenées à collaborer étroitement avec les États occidentaux, malgré les réticences de populations qui voient parfois d'un très mauvais œil l'irruption de produits étrangers, et sur leur terre la présence occidentale.

2. Jean-Marc Ferry, professeur de sciences politiques et de philosophie à l'Université libre de Bruxelles, fait la distinction entre le citoyen qui évolue dans les sociétés dites démocratiques et les personnes vivant dans des pays à tradition hiérarchique que l'on appelle précisément des membres.

prévenir autant que faire se peut, les dérives technocratiques qui portent gravement préjudice à l'éveil des consciences critiques, car hélas le technocrate prétend seul, détenir le monopole exclusif d'une Raison économique, qu'il érige à tort en étalon absolu, et censée présider au destin des peuples.

L'essentiel de mon propos consistera donc à mettre en exergue les questions récurrentes qui reviennent la plupart du temps au sujet de la mondialisation, non d'un point de vue économique, bien qu'il faille néanmoins y faire mention ponctuellement s'agissant d'une activité qui regarde beaucoup plus le travail de l'économiste, mais précisément les problèmes philosophiques, éthiques qu'elles suscitent auxquelles partant, il m'importera d'apporter au moins quelques éléments de réponses.

Quand on parle de mondialisation, on fait quasi systématiquement référence aux échanges de biens, de personnes ainsi qu'à une uniformisation progressive des politiques économiques nationales appelées à collaborer entre elles de façon de plus en plus étroites. Certains y voient d'ailleurs une perte évidente de souveraineté. Toutefois, face à cette réalité, qui ne cesse de prendre incontestablement de l'ampleur, bien que sa logique soit loin de faire l'entière unanimité, les populations mondiales, alertées en quelque sorte des avatars possibles d'un tel processus, manifestent en nombre constamment croissant et en ordre groupé, lors notamment des sommets qui réunissent les États les plus riches de la planète¹. Ils profitent de ces occasions pour marquer sur de nombreux points, leurs profonds désaccords qui tiennent généralement aux politiques sociales adoptées par les pays participants. Ils dénoncent vigoureusement la perte constante d'acquis sociaux, l'aggravation de la précarité, et d'autres contrecoups sur lesquels il faudra revenir au moment opportun.

En effet, ce que l'on peut aussi appeler la globalisation², qui semble paradoxalement accroître d'un côté les richesses de ceux qui le sont déjà, et

1. Les altermondialistes sont généralement à l'initiative des protestations. On peut remarquer leur présence lors des G8. Ce groupe rassemble des personnes de nationalistes différentes.

2. Le terme globalisation vient très exactement de l'anglicisme *globalization* autre mot pour désigner la mondialisation. Cependant, si pour l'économiste la globalisation, la mondialisation de même que l'internationalisation recouvrent certes des nuances précises ; en revanche sur le strict plan lexical, les trois vocables

de l'autre accentuer encore davantage la pauvreté des couches les plus démunies, suscitent, somme toute, légitimement des réticences très prononcées, des protestations sans cesse renouvelées qui s'expliquent largement par la peur de voir la société gouvernée par les seules lois du marché mondial, et par conséquent, la crainte d'assister, hélas impuissants, à la désagrégation de la solidarité qui se fait douloureusement ressentir¹. La solidarité non seulement nationale, mais également internationale est sérieusement remise en question, dans la mesure où justement la société de consommation met beaucoup plus l'accent sur la recherche de l'intérêt privé, du confort personnel, ce qui fait que l'on ne prend plus véritablement le temps de considérer la situation de notre voisin, peut-être dans un état de dénuement certain. Toutefois, la mondialisation que l'on a décrit jusque-là dans des termes sévères et pour cause, touche-t-elle pour autant la seule économie ? Affecte-t-elle uniquement les liens sociaux ? Qu'en est-il maintenant plus exactement des autres aspects de l'activité humaine, que sont l'art, la production intellectuelle ou la culture dans une acception plus large ? N'y-a-t-il pas à ce propos un risque réel, au même titre que pour l'économie et sans doute autrement plus grave, d'une remise en question de la diversité qui fait pourtant la richesse de nos sociétés ?

Si la mondialisation se caractérise essentiellement par la tendance à l'uniformisation des économies des États nationaux de telle sorte qu'elles deviennent interdépendantes, ne présente-elle pas de la même façon une égale propension au développement d'une espèce de pensée unique ? En d'autres mots, ne conduit-elle pas subrepticement à l'instauration d'une manière exclusive d'envisager d'une part l'organisation de la société, et d'autre part le rapport des hommes entre eux, basé désormais sur des principes utilitaristes voire tout bonnement hédonistes.

mettent clairement en avant l'idée force, de mise en commun, de coopérations étroites entre les divers États nationaux.

1. À cet égard, l'essai du philosophe Gilles Lipovetsky intitulé « *L'ère du vide, essai sur l'individualisme contemporain* » peut constituer une source d'informations non négligeables. En effet, il met clairement en exergue les contrecoups de la société de consommation favorisée bien entendu pour la mondialisation, et responsable selon lui de la consécration d'un individualisme forcené.

Aussi, si l'on déplore amère, l'américanisation¹ de la société, c'est bien qu'une seule culture, en l'occurrence Nord-américaine, s'est imposée sans partage envers et surtout au détriment des autres².

Dès lors, n'est-ce pas au fond légitime d'être pessimiste quant au destin de la pensée, si la globalisation s'impose à nous sans même que l'on puisse véritablement faire valoir notre droit de réserve ?

En effet, il y a vraiment de quoi s'inquiéter ; les sociétés post-industrielles sont des sociétés de travail où priment très nettement le manuel au détriment du théorique, mais également, la culture de masse à l'aide d'un système de diffusion de l'information de plus en plus efficace. Si Internet, outil par excellence de la mondialisation, constitue indéniablement une avancée technologique considérable puisque l'on peut ainsi communiquer plus vite, plus facilement sans que la distance ne soit désormais un obstacle infranchissable aux échanges, il importe en revanche, de dénoncer sans ambages des idées du type : « À terme, l'on pourra remplacer les enseignants par le multimédia ». La société post-moderne, on l'a dit, est une société de travail où l'on semble à dessein dévaloriser, minimiser le rôle des sciences humaines en invoquant fréquemment le manque de débouchés pour les diplômés. Tout est fait comme si l'on voulait empêcher l'individu d'exercer son esprit critique et l'utiliser quand la tournure des événements le nécessite³. Tout se passe comme si les premiers acteurs de la mondialisation dont font précisément partie les gouvernants, souhaitaient priver le sujet de

1. Expression forgée pour rendre compte de l'influence colossale des États-Unis d'Amérique, qui exerce un monopole sans égal sur le marché mondial, tant sur le plan économique que culturel.

2. Les États-Unis ont clairement commencé à dominer le marché mondial durant la grande guerre : « *La première guerre mondiale avait permis aux États-Unis d'occuper des marchés cinématographiques laissés libres par la mobilisation des grandes puissances européennes. La crise des années trente faisant basculé définitivement le centre de l'économie-monde de Londres vers New-York, la notion « d'américanisation » est alors lancée pour stigmatiser le débarquement des produits culturels qui tissent un lien étroit entre les réseaux financiers et « les œuvres de l'esprit » et menacent de saper l'universalité dont l'Europe et sa notion de haute culture entendent être le garant* ». Cf. *La Nouvelle idéologie globalitaire* d'Armand Mattelard in « *Mondialisation, au-delà des mythes* ».

3. Cf. « La construction de l'État européen » de Jean-Marc Ferry.

son intelligence critique pour mieux *in fine*, asseoir la Pensée néo-libérale qui fixe très largement les grandes lignes de ladite mondialisation.

Jadis, l'éducation scolaire constituait le médium privilégié de la formation des jeunes individus afin justement de promouvoir de véritables citoyens responsables. À présent, force est de le reconnaître, la culture du net se substitue à la culture livresque. On ne peut manquer de souligner le manque patent de sens critique des gens vis-à-vis des informations fournies par Internet, alors même qu'elles peuvent s'avérer caricaturales, sinon complètement erronées. Ceci développe une espèce de paresse, encourage une certaine passivité qui menace l'activité de la conscience critique.

Ainsi, outre le désintérêt grandissant pour les auteurs, les classiques, c'est bien de désaffection du savoir dont il s'agit, qu'il faut impérativement combattre en redonnant toute leur place aux sciences humaines. L' on peut davantage illustrer notre propos en se référant à Emmanuel Kant. Dans son petit, mais néanmoins précieux essai intitulé « Qu'est-ce que les Lumières », le philosophe allemand clarifie l'expression « Penser par soi-même », éminemment décisive dans le cadre d'une mondialisation qui fait ordinairement fi des revendications des peuples. Si l'on espère dans les faits pouvoir la concrétiser, encore faut-il consentir à faire l'effort d'interroger scrupuleusement les présupposés des arguments avancés par ce qu'il est convenu d'appeler la pensée unique. Il en va de la liberté intérieure de l'homme qui doit pouvoir être capable de valoriser les arguments, les conceptions qui lui paraissent les meilleurs. Il est permis d'affirmer que sans esprit critique, l'individu hérite de pensées toutes faites qui généralement ne lui appartiennent pas et dont il est finalement profondément esclave. La mondialisation décide de ce qui est le mieux pour nous sans même que l'on ait pris le temps d'en examiner la teneur. Kant souligne que c'est la crainte de se retrouver toujours dans la minorité qui explique que l'on renonce aussi souvent à user de son entendement. Il faut oser « penser par soi-même » pour espérer sortir de cette prétendue minorité qui n'en sera plus une, lorsque chacun en aura compris la nécessité.

CONCLUSION

En guise de conclusion, on peut effectivement suggérer non sans une certaine mesure-on expliquera pourquoi-que la mondialisation, dans ses formes actuelles, fait courir un risque certain à la pensée critique si rien n'est fait pour l'entretenir, ce qui passe évidemment par des solutions pratiques.

En effet, tant que la liberté de l'individu (condition *sine qua non* d'un exercice plein et entier de la pensée) est assurée via la démocratie, il est permis de songer à valoriser encore davantage la dimension participative du citoyen, afin de lui permettre de faire valoir ses revendications qui trouveraient un écho parmi ses concitoyens, ce qui garantirait ainsi une certaine objectivité. Ce serait à coup sûr l'encourager à faire l'effort de penser, c'est-à-dire aborder avec plus de lucidité ce qui se décide par le pouvoir et apporter en un certain sens sa pierre à l'édifice. Mais justement, la mondialisation le permet-elle vraiment dans la mesure où elle semble confisquer une partie du pouvoir décisionnel des États nationaux ? Tout d'abord, comme on a pu aisément le noter, la globalisation n'affecte pas seulement les échanges économiques, ce qui a d'ailleurs eu pour conséquence immédiate l'ostracisation des États et des populations les plus pauvres, puisque le fossé séparant déjà, depuis fort longtemps, les pays du Nord économique et les pays du Sud ou pays en voie de développement, est plus que jamais consommé. En effet, la culture elle aussi est menacée et l'ère de « la société de l'information » semble chaque jour davantage supplanter la lecture patiente, le goût pour la recherche, en d'autres termes, l'envie de donner d'autres orientations à ladite mondialisation. Si l'on souhaite que ce que l'on appelle les NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) participent efficacement et, sans heurts à l'éducation et l'universalisation du savoir, il nous faut comme le souligne Jean-Marc Ferry réfléchir sur « *les expériences nouvelles, leur échec éventuel comme leur réussite éventuelle* » pour servir ainsi en cela « *d'expérience aux autres à des fins d'apprentissage social* ». Le facteur social explique, il est vrai, une partie du désintérêt pour la culture. En effet, si l'on ne donne pas suffisamment les moyens de subsistance nécessaires aux populations qui en ont besoin, on ne peut l'encourager chez ceux-là, étant préoccupés à (sur)vivre. Enfin, il impère d'ajouter instamment qu'il ne s'agit pas de diaboliser de manière inconsidérée la mondialisation car il existe notamment en matière de Droit international des aspects positifs. (En autres réalisations le TPI ou tribunal pénal international chargé de juger les criminels de guerre où qu'ils se trouvent), qu'on ne saurait occulter et qu'il faut au contraire poursuivre et du reste généraliser à tous les domaines.

BIBLIOGRAPHIE

- *Mondialisation, au-delà des mythes* sous la direction de Serge Cordellier et de Fabienne Doutaut, la découverte les dossiers de l'état du monde, Paris, 1997.
- *La Question de L'État européen* de Jean-Marc Ferry, Gallimard Essais, Paris, 2000.
- *Qu'est-ce que les Lumières*, d'Emmanuel Kant.
- *L'Ère du vide, essai sur l'individualisme contemporain*, de Gilles Lipovetsky.
- *Contre-feux 1 et Contre-feux 2*, de Pierre Bourdieu, Raisons d'agir, Paris, 1998 et 2001.